



Revue de presse



Lundi 21 Février 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[La DGI explique les dispositions relatives à l'impôt sur les revenus fonciers](#)

La Direction générale des Impôts (DGI) a précisé, dimanche dans un communiqué, les dispositions relatives à l'impôt sur les revenus fonciers.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[DGI: le délai de dépôt des déclarations reporté à avril pour les contribuables ne relevant plus du l'IFU](#)

Le délai de dépôt des déclarations pour les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU, en vertu de la loi de finances 2022, a été reporté au 20 avril prochain, a annoncé dimanche la Direction générale des Impôts (DGI) dans un communiqué.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Banque extérieure d'Algérie: lancement des prestations de la finance islamique à Oran](#)

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a lancé dimanche les prestations de la finance islamique sous la supervision du Directeur général de cet établissement bancaire. Le Directeur général de la BEA, Lazhar Latrache, a inauguré l'agence 115 "Ahmed Zabana" de cette banque sise au centre-ville d'Oran et ouvert un guichet de la finance islamique, en plus de deux guichets similaires au niveau des agences situées à la rue "Mohamed Khemisti" et à haï Ghoualem (ex-Medioni) au chef-lieu de wilaya.



[Au 2e jour de sa visite au qatar](#)

Les nouvelles batailles du Président

Pays leader, l'Algérie l'est déjà. Et grâce à sa résilience, elle démontre, chiffres à l'appui, de grandes compétences dans la gouvernance de situations complexes.



[Douanes algériennes](#)

[Les recettes en hausse en 2021](#)

Le programme de numérisation lancé par la direction générale des douanes a été également abordé lors de cette séance radiophonique.

Le volume des recettes douanières a dépassé le seuil de 1036 milliard de dinars algériens, au titre de l'exercice 2021, enregistrant ainsi une légère hausse, comparativement à l'année 2020 où 1 000 milliards de dinars ont été collectés. C'est le directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers à la direction générale des douanes, Adel Habsa, qui en a fait la déclaration, au cours de son passage à une émission radiophonique de la chaîne 1.



«Cela peut aider à lutter contre l’informel»

SOUHIL MEDDAH, ANALYSTE FINANCIER ET ÉCONOMISTE

Les jeunes primo-demandeurs d’emploi, inscrits à l’Agence nationale de l’emploi, auront droit à une allocation chômage de 13.000 DA à partir de mars prochain. L’analyste financier et économiste Meddah Souhil parle de ses effets sur l’activité économique.



Impôts

Le délai de dépôt des déclarations pour les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU, en vertu de la loi de finances 2022, a été reporté au 20 avril prochain, a annoncé dimanche la Direction générale des Impôts (DGI) dans un communiqué.



Impôt sur les revenus fonciers: Les explications de la DGI

La Direction générale des Impôts (DGI) a précisé, dimanche dans un communiqué, les dispositions relatives à l’impôt sur les revenus fonciers.



Emission de sukuk : Pourquoi tout ce retard ?

Les guichets de la finance islamique se multiplient. Les banques mettent le paquet pour développer ce compartiment. Toutefois, des efforts sont nécessaires dans le cadre juridique et réglementaire. Le retard, en dépit des promesses, qu’accuse l’émission de Sukuk privés et le renvoi aux calendes grecques de la première opération, suscitent moult interrogations.



Contribuables ne relevant plus du l'IFU : Délai de dépôt des déclarations reporté à avril

Le délai de dépôt des déclarations pour les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU, en vertu de la loi de finances 2022, a été reporté au 20 avril prochain, a annoncé hier la Direction générale des impôts (DGI) dans un communiqué.



Production de lait : Des spécialistes plaident pour un soutien aux éleveurs

Le lait, un produit largement subventionné par l'État. La facture d'importation de la poudre de lait est de l'ordre de 700 millions de dollars/an. Cependant, et en dépit des efforts des pouvoirs publics pour rendre disponible ce produit de base, les citoyens peinent encore, par endroits, à se procurer la fameuse pochette de lait. Asseoir une stratégie nationale pour réduire la dépendance à l'importation par la production locale est plus que jamais d'actualité. Car les pénuries persistent.



Recettes douanières Plus de 1 036 milliards dinars en 2021

Stupéfiants, devise et voitures : les Douanes algériennes ont effectué des prises importantes en 2021. Les recettes douanières s'inscrivent en légère hausse, selon la Direction générale des douanes (DGD). L'intensification des opérations de contrôle s'est traduite par des saisies importantes de drogue et de devises.



DGI

Le délai de dépôt des déclarations reporté à avril pour les contribuables ne relevant plus du l'IFU

Le délai de dépôt des déclarations pour les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU, en vertu de la loi de Finances 2022, a été reporté au 20 avril prochain, a annoncé dimanche la Direction générale des Impôts (DGI) dans un communiqué.



DOUANES

Recettes douanières en 2021 Plus de mille milliards de DA

Le directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers, à la Direction générale des Douanes (DGD), Adel Habsa a révélé, hier dimanche, à Alger, que les recettes douanières de l'Algérie s'étaient établies à 1.036 milliard de dinars en 2021. « Cela représentait une part importante des recettes ordinaires du Trésor public », a-t-il indiqué. S'exprimant sur les ondes de la Chaîne I de la Radio algérienne dont il était l'invité de l'émission « La Matinale », Adel Habsa a fait cas de l'enregistrement d'une légère augmentation par rapport à l'année 2020, au cours de laquelle le montant de 1.000 milliards de DA a été collecté.



Revenus fonciers

Du nouveau pour l'IRG La Direction Générale des Impôts (DGI) porte à la connaissance des personnes réalisant des revenus provenant, de la location, à titre civil, de propriétés bâties et non bâties, que les revenus provenant des contrats de prêt à usage conclus entre les ascendants et descendants de premier degré ne sont désormais plus imposables en matière d'IRG/revenus fonciers.

La DGI tient à rappeler que les revenus fonciers sont imposables au lieu de situation du bien loué : les loyers provenant de la location à usage d'habitation, quelle que soit la nature du bien loué, à savoir collectif ou individuel 7%, les revenus provenant de la location de locaux à usage commercial ou professionnel, non munis de mobiliers ou de matériels, ainsi que ceux provenant des locations au profit des sociétés 15% et les revenus provenant de la location des propriétés non bâties 15% et les revenus provenant de la location des propriétés non bâties à usage agricole 10%.



Recettes douanières 1 036 milliards de dinars recouverts en 2021

Le directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers, Adel Habsa, a révélé, hier, que plus de 500 000 euros et 1 400 000 comprimés psychotropes ont été saisis lors de 1 200 opérations au cours de l'année 2021, alors que le volume de recouvrement douanier dépassait 1 036 milliard de dinars algériens.

S'exprimant sur les ondes de la chaîne 1 de la Radio nationale, Habsa a expliqué que les services douaniers ont mené plus de 1 200 opérations au cours de l'année écoulée, au cours desquelles plus de 500 000 euros et 1,4 million de comprimés psychotropes ont été saisis, ainsi qu'un nombre important de voitures.



Impôt sur les revenus fonciers : Ce qu'il faudrait savoir

Les dispositions relatives à l'impôt sur les revenus fonciers ont été clairement explicitées ce dimanche, par Direction générale des Impôts (DGI). Ainsi, la DGI précise dans un communiqué rendu public, que « les revenus provenant de la location à titre civil, de propriété bâties et non bâties, suite à des contrats de prêt à usage conclus entre les ascendants et descendants de premier degré, ne sont désormais plus imposables en matière d'IRG/revenus fonciers».



Direction générale des Impôts : Prorogation au 20 avril, des délais de déclarations fiscales pour les professions libérales

Direction générale des Impôts : Prorogation au 20 avril, des délais de déclarations fiscales pour les professions libérales. La direction générale des impôts a communiqué, ce dimanche, sur la prorogation, au 20 avril, des délais impartis au dépôt des déclarations pour “les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU (Impôt forfaitaire unique, ndlr), en vertu de la loi de finances 2022”.



لجنة المالية تطلب توضيحات تقنية حول الرسوم

قبضة بين النواب ومدير الجمارك بسبب الطرود البريدية!

اشترط أعضاء لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، في لقاء مغلق مع المدير العام للجمارك توفيق خالدي، منحهم كافة التفاصيل عن الرسوم التي قد تتضمنها قوانين المالية المقبلة قبل تمريرها في التقرير النهائي للجنة، وعدم الاكتفاء بعرض بسيط، لا يوضح حجم الضرر الذي قد يلحق مستقبلاً بـ”جيب المواطن”، لمنع تكرار سيناريو الرسوم الخاصة بالطرود البريدية التي تضمنها قانون المالية للسنة الجارية، والتي تدخل رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون لتجميدها.



المديرية العامة للضرائب: تمديد آجال إيداع التصريحات إلى هذا التاريخ

أعلنت المديرية العامة للضرائب عن تمديد آجال إيداع التصريحات الضريبية بالنسبة للمكلفين بالضريبة الذي أصبحوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزافية الوحيدة إلى أفريل المقبل.

وجاء في بيان للمديرية، الأحد، “حتى يتسنى لهذه الفئة من المكلفين بالضريبة تأدية التزاماتهم الضريبية في أحسن الظروف، فقد تقرر بشكل استثنائي، تأجيل أجل إيداع التصريح الذي يقوم مقام حافظة إشعار بالدفع (سلسلة التصريح 50) الملزم اكتتابه بعنوان شهر جانفي وفيفري ومارس 2022 ودفع الضرائب الموافقة، إلى غاية شهر أفريل 2022 (في أجل أقصاه اليوم العشرون (20) أي اكتتاب تصريح واحد فقط، متعلق بالفصل الأول من سنة 2022”.

الجمارك: حجز نصف مليون أورو عبر الحدود عام 2021

كشف مدير التشريع بالجمارك، عادل حابسة، عن حجز نصف مليون أورو خلال سنة 2021 وذلك في أكثر من 1200 عملية. وصرح عادل حابسة خلال استضافته في برنامج "ضيف الصباح" بالقناة الإذاعية الأولى، الأحد، أن مصالح الجمارك وفي مكافحتها لكل أشكال التهريب قد حجزت ما يزيد عن 500 ألف أورو خلال 1200 عملية حجز طيلة سنة 2021.

SELON LE DIRECTEUR DE LA LÉGISLATION, DE LA RÉGLEMENTATION À LA DGD

1 036 milliards de dinars de recettes douanières en 2021

Le directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers, Adel Habsa, a dévoilé hier dimanche le bilan des principales opérations douanières menées en 2021 dans le cadre de la lutte contre la contrebande où pas moins de 1 200 opérations ont été inscrites avec la saisie de plus de 500 000 euros, 400 000 comprimés psychotropes et un bon nombre de véhicules de différentes marques.

Invité de la matinale de la Radio algérienne, le responsable au sein de la Direction générale des douanes a souligné que durant cette année, la perception des droits douaniers a atteint plus de 1 036 milliards de dinars, versés au Trésor public avec une légère hausse de ce qui a été enregistré par rapport aux opérations menées en 2020 où la DGD avait comptabilisé 1 000 milliards de dinars. Selon M. Habsa, «cette augmentation a été le résultat des objectifs tracés au préalable, notamment dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2021» qui a permis à l'opérateur de payer ses opérations d'importation 30 jours après la date d'envoi de la marchandise. Ces 1 036 milliards de dinars représentent «une part importante des

recettes ordinaires du Trésor public», estime-t-il. Interrogé sur la loi de finances 2022 et ses conséquences sur le secteur douanier, l'invité de la matinale a précisé que la loi prévoyait un ensemble de procédures visant à liquider dans des délais relativement courts les marchandises dans les différents entrepôts et zones de transit, ce qui permettra aux douaniers «d'agir rapidement, à travers le lancement des démarches de vente aux enchères avant même le jugement final», dira-t-il.

Il ajoutera que «cette procédure permettra d'augmenter les recouvrements douaniers et de mener à bien les opérations de contrôle». Selon le directeur de la

législation, de la réglementation et des systèmes douaniers, la LF-2022 a apporté plusieurs réponses à de nombreuses questions relatives aux mesures concernant la clarification de la gestion des douanes «ce qui lui permet d'effectuer ses tâches de manière optimale». Une autre question a été posée au responsable, celle relative à la numérisation du système douanier surtout que le projet a été approuvé par la DGD. M. Habsa notera que ce programme vise à accélérer le processus de transformation numérique du système douanier algérien et dématérialiser l'accomplissement des formalités douanières requises aux frontières pour en assurer la transparence. Il

est à noter que la réglementation douanière fait l'objet d'une révision, et ce, en application des nouvelles directives économiques, tout en prenant en considération le projet de numérisation de l'administration des Douanes, dont la concrétisation demanderait la révision d'un nombre de mesures contenues dans ce projet.

Un guichet unique sera opérationnel le 1^{er} semestre de l'année en cours et permettra de réduire les délais et les coûts des formalités de contrôle, et d'améliorer la communication entre les différents intervenants dans la chaîne du commerce extérieur.

Ilhem Tir

APRÈS LE REPORT DU PAIEMENT DES IMPÔTS AU MOIS D'AVRIL

Les professions libérales attendent une rencontre avec Raouya

La Direction générale des impôts a publié une note, ce samedi, informant les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU (impôt forfaitaire unique) du report de la date des versements des impôts dont la date-butoir était ce 20 février, jusqu'au mois d'avril prochain. S'agit-il d'un acquis pour les professions libérales non commerciales qui sont montées au créneau pour rejeter le nouveau régime d'imposition auquel elles sont soumises depuis la promulgation de la LFC 2022 ? Pas du tout, affirme le docteur Mustapha Benbrahem, président du Syndicat national des médecins libéraux. Néanmoins, le ministre des Finances compte rencontrer prochainement les partenaires sociaux.

Salma Akkouche - Alger (Le Soir) - Ce samedi, à la veille des versements des impôts par les professions libérales, la Direction générale des impôts a informé du report de la date des versements. « Il est porté à la connaissance des contribuables ne relevant plus du régime IFU que leurs dossiers fiscaux feront l'objet d'un transfert vers les services gestionnaires dont ils relèveront désormais ».

Aussi, poursuit la note de la DGI, « pour permettre à cette catégorie de contribuables d'accomplir leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions, il a été décidé, à titre exceptionnel, de différer la souscription du bordereau avis de versement des droits au comptant (déclaration série G n°50) au titre des mois de janvier, février, mars 2022 et le paiement des droits y relatifs au mois d'avril 2022 (au plus tard le 20), soit la souscription d'une seule déclaration au titre du premier trimestre 2022 ».

Le docteur Mustapha Benbrahem a expliqué que cette décision n'est pas une réponse à la colère des professions libérales qui contestent le régime d'imposition.

« Ce report a été décidé pour permettre le transfert des dossiers des médecins qui étaient soumis au régime de l'IFU et qui vont être soumis actuellement au régime réel, et donc le centre de tri va changer et ils vont devoir déplacer tous les dossiers vers un autre centre. C'est pourquoi il a été décidé de ce report qui est purement technique pour avoir le temps d'effectuer le transfert de tous

les dossiers », a expliqué le président du Syndicat national des médecins libéraux. Cependant, le syndicat a eu une promesse

pour une rencontre avec le premier responsable des finances. « Mais pour quand ? », s'interroge le docteur Benbrahem. « Aujourd'hui (hier ndr), c'était le dernier jour des dépôts des versements des impôts, et comme les médecins ont décidé du report jusqu'à ce qu'il y ait une réponse du gouvernement, il y a eu cette note de la DGI qui repousse l'échéance jusqu'au mois d'avril ».

Pourtant, cette note existait avant le 19 février mais on l'annonce le 19 au soir », a déclaré ce médecin qui souligne que « lorsqu'il n'y a pas de volonté politique, vous ne pouvez rien faire. Il y a des méthodes pour vous vider de votre substance jusqu'à ce que

vous arriviez au point de ne plus parler de votre projet ». Toutefois, se demande-t-il encore, « est-ce qu'on va être reçus comme partenaires pour prendre nos revendications en considération dans la loi de finances complémentaire, et c'est pour cette raison qu'il y a eu ce report jusqu'au mois d'avril ? ».

D'autant que, rappelle-t-il, en 2020, c'était le même ministre des Finances, M. Abdelrahmane Raouya, qui après sa réunion avec les représentants des professions libérales, a fini par prendre en considération leurs recommandations et reculer sur le système d'imposition dans la loi de finances complémentaire.

S. A.

MAHFOUD KAOUBI. *Economiste*

«Le gouvernement fait appel à la subvention et à la défiscalisation»

M. Kaoubi analyse les actions du gouvernement à la lumière des dernières décisions qui l'ont amené à renoncer à ses premiers choix de politique économique, formulés dans le cadre de la loi de finances 2022, afin d'atténuer l'effet d'une forte inflation qui a mis à rude épreuve le pouvoir d'achat des Algériens.

Propos recueillis par Ali Benyahia

La chute drastique du pouvoir d'achat des Algériens a contraint l'Exécutif à revoir sa copie telle qu'annoncée dans la LF-2022. Pensez-vous que cela aurait été possible sans la remontée des cours du pétrole ?

La loi temporaire de certaines taxes et impôts grevant des produits de première nécessité et le retour à la subvention des céréales servant à la fabrication des pâtes alimentaires constituent la troisième famille de mesures prises par les pouvoirs publics pour soutenir un pouvoir d'achat en constante dégradation, et ce, après la révision du SMIG et le réajustement du barème de l'IRG. Sincèrement, vu l'ampleur de la tension inflationniste observée depuis plus d'une année et son impact sur le pouvoir d'achat, et considérant les

revendications des citoyens et des représentations syndicales, nous pensons que le gouvernement aurait adopté ces mesures même si les prix du pétrole n'avaient pas été à leur niveau actuel. Par ces mesures, l'objectif est d'apporter un soutien aux petites bourses et éviter une dégradation du climat social.

Croyez-vous qu'il s'agit là de la réponse du gouvernement à l'inflation qui a explosé ces derniers mois ? Et dans l'affirmative, les mesures prises sont-elles suffisantes, selon vous ?

Le gouverneur de la Banque d'Algérie annonçait en novembre 2021 déjà un taux d'inflation de 9,2%, attestant d'une accélération du rythme du processus inflationniste. Les mesures prises par le gouvernement ont porté principalement sur le soutien du pouvoir d'achat, considérant que l'inflation est principalement importée et due à l'augmentation des prix des produits et des services du fret sur le marché mondial. Ce soutien a concerné un des déterminants du pouvoir d'achat, celui du revenu, occultant d'agir significativement sur la relance de l'appareil de production et celui de l'organisation des circuits de distribution (même si une loi sur la criminalisation de la spéculation fut promulguée). Dans ce contexte, les mesures d'ordre administratif n'ont pas eu l'effet escompté. La rigidité de l'appareil de production national, la vulnérabilité de la production agricole aux contraintes liées à



Mahfoud Kaoubi

la pluviosité et enfin à la désorganisation des circuits de distribution ont été les facteurs les plus déterminants dans le maintien d'un rythme accéléré de l'inflation.

Il faut noter que l'opération de réorganisation du secteur du commerce extérieur et de maîtrise des importations, telle qu'elle a été menée, a aussi contribué à la création d'un environnement favorable aux comportements spéculatifs. Dans ce sens, l'action du gouvernement aurait dû cotocorder

ces trois déterminants pour une meilleure maîtrise de l'inflation. Nous soulignons aussi que le recours au financement monétaire du déficit du Trésor (environ 2700 milliards de dinars pour 2021) est un autre facteur qui a contribué à l'accélération du taux d'inflation et qui risquera de le porter à des niveaux encore plus élevés si des réformes plus profondes n'étaient pas mises en place.

À quoi peut-on imputer, selon vous, ce recul du gouvernement par rapport à la LF-2022 signée un mois et demi avant ?

Dans le contexte actuel, les arbitrages sont extrêmement difficiles. Ceci traduit la vulnérabilité de l'économie algérienne aussi bien en matière de revenus qu'en approvisionnement en produits fins et en intrants pour les secteurs industriel et agricole. Entre l'objectif de maîtrise des déficits publics et les contraintes liées à la nécessité de maintenir une certaine «paix sociale», le gouvernement fait appel encore une fois à la subvention et à la défiscalisation de certains produits. Ces mesures quand bien même nécessaires ne pourraient qu'accroître les déficits et nourrir encore plus l'inflation. Leur effet ne serait que temporaire si les ajustements profonds visant à relancer l'appareil de production, rétablir les marchés et les mettre à niveau aux exigences d'une économie concurrentielle ne sont pas convenablement pensés et rapidement mis en exécution.

A. B.

IMPÔTS

Le délai de dépôt des déclarations reporté à avril

■ Le délai de dépôt des déclarations pour les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU, en vertu de la loi de finances 2022, a été reporté au 20 avril prochain, a annoncé, hier, la Direction générale des impôts (DGI) dans un communiqué. "Afin de permettre à cette catégorie de contribuables d'accomplir leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions, il a été décidé, à titre exceptionnel, de différer la souscription du bordereau avis de versement des droits au comptant

(déclaration série G n°50), au titre des mois de janvier, février et mars 2022 et le paiement des droits y afférents, au mois d'avril 2022 (au plus tard le 20), soit la souscription d'une seule déclaration au titre du premier trimestre 2022", est-il indiqué dans le communiqué. La DGI souligne également que les dossiers fiscaux des contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU feront l'objet d'un transfert vers les services gestionnaires dont ils relèveront désormais. APS

CONFIDENTIEL De Quoi j'me Mêle

5



وزارة الاقتصاد والمالية
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

المديرية العامة للضرائب
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Du répit pour les contribuables

LE DÉLAI de dépôt des déclarations pour les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU, en vertu de la loi de finances 2022, a été reporté au 20 avril prochain, a annoncé, hier, la direction générale des impôts (DGI) dans un communiqué. "Afin de permettre à cette catégorie de contribuables d'accomplir ses obligations fiscales dans les meilleures conditions, il a été décidé, à titre exceptionnel, de différer la souscription du bordereau avis de versement des droits au comptant (Déclaration série G n° 50) au titre des mois de janvier, de février et de mars 2022 et le paiement des droits y relatifs, au mois d'avril 2022 (au plus tard le 20), soit la souscription d'une seule déclaration au titre du premier trimestre 2022», est-il indiqué dans le communiqué. La DGI souligne, également, que les dossiers fiscaux des contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU feront l'objet d'un transfert vers les services gestionnaires dont ils relèveront désormais.

CONTRIBUABLES NE RELEVANT PLUS DU RÉGIME DE L'IFU

Le dépôt des déclarations reporté au 20 avril

Le délai de dépôt des déclarations pour les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU (impôt forfaitaire unique), en vertu de la Loi de finances 2022, a été reporté au 20 avril prochain, a annoncé hier, la Direction générale des Impôts

(DGI) dans un communiqué. La DGI indique que ce report est pour « permettre à cette catégorie de contribuables d'accomplir leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions » et qu'à titre exceptionnel, poursuit la même source « de différer la

souscription du bordereau avis de versement des droits au comptant (Déclaration série G n 50) au titre des mois de janvier, de février et de mars 2022 et le paiement des droits y afférents, au mois d'avril 2022 (au plus tard le 20), soit la souscription d'une

seule déclaration au titre du premier trimestre 2022 ». La DGI souligne également que les dossiers fiscaux des contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU feront l'objet d'un transfert vers les services gestionnaires dont ils relèveront désormais. **R. E.**

Impôts

Le délai de dépôt des déclarations reporté pour les contribuables ne relevant plus du L'IFU

LE DÉLAI de dépôt des déclarations pour les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU, en vertu de la loi de finances 2022, a été reporté au 20 avril prochain, a annoncé, hier, la Direction générale des Impôts (DGI) dans un communiqué.

«Afin de permettre à cette catégorie de contribuables d'accomplir leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions, il a été décidé, à titre exceptionnel, de différer la souscription du bordereau avis de versement des droits au comptant (Déclaration série G n° 50) au titre des mois de janvier, de février et de mars 2022 et le paiement des droits y relatifs, au mois d'avril 2022 (au plus tard le 20), soit la souscription d'une seule déclaration au titre du premier trimestre 2022», est-il indiqué dans le communiqué. La DGI souligne également que les dossiers fiscaux des contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU feront l'objet d'un transfert vers les services gestionnaires dont ils relèveront désormais.

Samia Y.

لتهدئة الوضع وتوقيف الاحتقان والشلل الشبه تام للقطاع

موظفو الضرائب يدعون الوصاية لوفاء بوعودها

«الصالحي» تعديل القانون الأساسي وبامتياز والذي وعد به من قبل الوزير موظفيه انه سيتكفل به شخصيا حتى وان تطلب الأمر إيصال الأمر للوزير الأول شخصيا، لأن القانون الأساسي مجحف في حق قطاع مثل قطاع الضرائب وهذا يعد دراسة المقارنة التي قامت بها النقابة مع الوزارة بين قطاع الضرائب وقطاعات أخرى، وتبين انه اصنع قانون أساسي، دون الحديث عن المطالب الأخرى والتي لم تتحقق إلى حد الآن مثل تعديل النظام التعريضي، وحماية موظفو القطاع وتحسين ظروف العمل داخل المقرات وتوفير الإمكانيات المادية والبشرية.

جمعهم بممثلي وزارة المالية والمديرية العامة للضرائب يوم 8 فيفري، بعد إضراب الثلاثة أيام الذي شنته النقابة يوم 20/19/18 جانفي. هذا وتم خلال الاجتماع، الموافقة على إنشاء لجنة مشتركة تمثل بإعداد قانون تعريضي يكون على مستوى تطلعات عمال قطاع الضرائب، ونفس اللجنة ستكون بإعداد التصور القانوني الخاصة بحماية موظفي القطاع من مختلف التجاوزات والتعسفات. إلى ذلك جددت النقابة دعوتها للوزارة والمديرية العامة للضرائب على ضرورة الوفاء بوعودها لتهدئة الوضع وتوقيف الاحتقان والشلل الشبه تام للقطاع. ومن مطالب نقابة

أكدت النقابة الوطنية المستقلة لموظفي الضرائب، بأن وزارة المالية أبدت حسن نيتها في الإسراع في تحقيق مطالب العمال المهنية والاجتماعية المشروعة، وفي وقت تنتظر فيه النقابة أن تجسد وعودها في أقرب الأجل، كون العمال مازالوا في حالة تأهب للعودة إلى الإضرابات في أي وقت والتي لا يمكن أن تتوقف إلا بتجسيد الوعود وتحقيق المطالب المشروعة. قررت النقابة الوطنية المستقلة لموظفي الضرائب في بيان لها، انتظار وعود وزارة المالية التي أبدت حسن نيتها في تلبية مطالب عمال القطاع، حيث جاء ذلك بعد الاجتماع الذي

ثلاث وكالات تقدم هذه المنتجات

بنك الجزائر الخارجي يطلق خدمات الصيرفة الإسلامية بوهران

للأفراد ومنتج واحد للمؤسسات، ويتعلق الأمر بـ "الحساب الجاري الإسلامي" و"حساب التوفير الإسلامي" و"حساب الوديعة الاستثمارية المطلق لأجل" و"حساب وديعة إسلامي للأفراد" و"مرايحة التجهيزات" و"مرايحة العقارات" و"مرايحة السيارات".

وأكد لزهرة لطرش في ذات السياق أنه سيتم خلال الأشهر القادمة إطلاق منتجات أخرى هي حاليا قيد الإعداد، ومن جهتها ذكرت مديرة مركزية مكلفة بالتسويق والاتصال بذات البنك، جميلة أقتيل، أن "هناك هيئة شرعية إسلامية داخلية تقوم بعملية المراقبة القبليّة والبعديّة لمدى مطابقة المنتجات للشريعة الإسلامية قبل عرضها على المجلس الإسلامي الأعلى، وأن هناك مراقبة دائمة ومستمرة لكل العمليات ومنتجات



الولايات. وكشف نفس المسؤول أن بنك الجزائر الخارجي قام بتحصيل مبلغ 100 مليون دينار من خدمات الصيرفة الإسلامية منذ إطلاقها نهاية شهر ديسمبر المنصرم، لافتا إلى أن "هناك طلب كبير وترحيب واسع خاصة الشباب والمهنيين والمؤسسات على هذه المنتجات". وذكر لطرش أن مصالحة تسوق سبعة منتجات

● أطلق بنك الجزائر الخارجي، أمس، خدمات الصيرفة الإسلامية عبر ثلاث وكالات بوهران، حيث أشرف المدير العام لبنك الجزائر الخارجي، لزهرة لطرش، على تدشين وكالة 115 أحمد زبانة لذات البنك والواقعة بوسط مدينة وهران وأفتتح بها شبك الصيرفة الإسلامية، فضلا عن شباكين مماثلين بوكالتي شارع محمد خميستي وحي مديوني بعاصمة الولاية. وأبرز لطرش، بهذه المناسبة، أن هذه العملية تدرج في إطار توسيع شبكة الصيرفة الإسلامية، مشيرا إلى أنه تم لحد الآن توفير هذه الخدمات عبر 15 وكالة لبنك الجزائر الخارجي على المستوى الوطني، مضيفا أنه سيتم في الأيام القادمة إطلاق خدمات الصيرفة الإسلامية عبر مختلف الوكالات التابعة لهذا البنك بولايات مسندى بلعباس وعين تموشنت

حسب مصالح الضرائب تقديد آجال إيداع التصريحات الضريبية إلى أفريل

• أفادت المديرية العامة للضرائب، أمس، عن تقديد آجال إيداع التصريحات الضريبية إلى أفريل المقبل بالتسوية للمكلفين بالضريبة الذين أصبحوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزائية الوحيدة، بعد التعديلات التي أقرها قانون المالية 2022. وأوضح بيان المديرية العامة للضرائب، "حتى يتسنى لهذه الفئة من المكلفين بالضريبة تأدية التزاماتهم الضريبية في أحسن الظروف، فقد تقرر بشكل استثنائي، تأجيل أجل إيداع التصريح الذي يقوم مقام حافظة إشعار بالدفع (سلسلة التصريح 50) الملزم اكتتابه بعنوان شهر جانفي وفيفري ومارس 2022 ودفع الضرائب الموافقة، إلى غاية شهر أفريل 2022 (في أجل أقصاه اليوم العشرون (20) أي اكتتاب تصريح واحد فقط، متعلق بالفصل الأول من سنة 2022". في نفس السياق أشعرت المديرية المكلفين بالضريبة الذين أصبحوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزائية الوحيدة بأنه سيتم تحويل ملفاتهم الجبائية إلى المصالح المخولة بتسييرها من الآن فصاعدا.

ص - ح

تغير الخاضعين للضريبة الجزافية مديرية الضرائب تمديد آجال إيداع التصريحات

أعلنت المديرية العامة للضرائب، أمس، عن تمديد آجال إيداع التصريحات الضريبية إلى أبريل المقبل، بالنسبة للمكلفين بالضريبة الذين أصبحوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزافية الوحيدة، بعد التعديلات التي أقرها قانون المالية 2022.

جاء في البيان: «حتى يتسنى لهذه الفئة من المكلفين بالضريبة تأدية التزاماتهم الضريبية في أحسن الظروف، تقرر بشكل استثنائي، تأجيل أجل إيداع التصريح الذي يقوم مقام حافظة إشعار بالدفع (سلسلة التصريح 50) الملزم اكتتابه بعنوان شهر جانفي وفيفري ومارس 2022، ودفع الضرائب الموافقة، إلى غاية شهر أبريل 2022 (في أجل أقصاه اليوم العشرين (20)، أي اكتتاب تصريح واحد فقط، متعلق بالفصل الأول من سنة 2022».

كما أنهت المديرية إلى علم المكلفين بالضريبة الذين أصبحوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزافية الوحيدة بأنه سيتم تحويل ملفاتهم الجبائية إلى المصالح المختصة بتسييرها من الآن فصاعداً.

مدير التشريع بالجماركة، عادل حابسة؛

1036 مليار دينار قيمة التحصيل

الجمركي خلال 2021

كشفت مدير التشريع والتنظيم والأنظمة الجمركية بالمديرية العامة للجمارك، عادل حابسة، عن حجز أزيد من 500 ألف أورو ومليون و400 ألف قرص مهلوس في 1200 عملية حجز خلال سنة 2021، بينما تجاوز حجم التحصيل الجمركي الألف و36 مليار دينار جزائري.

ويساعد على الرفع من التحصيلات الجمركية حسب تعبيره.

وبشأن مشروع الرقمنة الذي أقرته المديرية العامة، أوضح المتحدث أن البرنامج يستهدف رقمنة كل الإجراءات الجمركية لتكون شفافة وسريعة ومدعجة والتنسيق مع مختلف المتدخلين في سلسلة التجارة الخارجية، ما يسمح للدفع بقطاع الجمارك والاقتصاد الوطني ككل حسب قوله. وأوضح أن المشروع يتضمن ثلاثة محاور تم الانتهاء من المرحلة الأولى وهي إنشاء بنك معلومات في جين يتعلق المحور الثاني بربط وتوصيل هذا البنك بالتنسيق مع الاتصالات الجزائرية إلى كامل القطر. أما المحور الثالث فيتعلق بحسية بالبرمجيات التي تتضمن أيضا عدة مراحل حيث تم الانتهاء من المرحلة الأولى المتعلقة بهندسة البرمجيات.

مختلف المخازن ومساحات العبور من خلال السماح لمصالح الجمارك بالتصرف بسرعة عن طريق استصدار عرائض البيع قبل صدور الحكم الأمر الذي سيمنح من تصفية مختلف القضايا الجمركية



مصطفى. ق.

وأوضح حابسة، على أمواج القناة الإذاعية الأولى، أمس، أن مصالح الجمارك أجرت خلال السنة الماضية أزيد من 1200 عملية حجزت خلالها أزيد من 500 ألف أورو ومليون و400 ألف قرص مهلوس فضلا عن عدد معتبر من السيارات، فيما بلغ حجم التحصيل الجمركي أزيد من ألف و36 مليار دينار جزائري ما يمثل جزءا معتبرا من التحصيلات التي تدخل في الإيرادات العادية لتغطية الدولة، حسب تعبيره، وأشار "صيف المساح" إلى إن ارتفاعا طفيفا سجل في هذا الإطار مقارنة بسنة 2020 التي تم فيها تحصيل مبلغ ألف مليار دينار، مضيفا أن تحصيل المبلغ يجسد الأهداف المسطرة مسبقا، خصوصا في قانوني العالفة والتكميلي لسنة 2021.

ويشكّل عن قانون المالية الحالي وما حملته لقطاع الجمارك، أكد مدير التشريع والتنظيم والأنظمة الجمركية بالمديرية العامة للجمارك أن القانون تضمن مجموعة

من الإجراءات خاصة ما يتعلق بتوضيح مهام إدارة الجمارك بالشكل الذي سيسمح لها بإداء مهامها الرقابية بصورة أحسن. كما تضمن القانون -صيف- إجراءات أخرى تهدف لتصفية القضايا الموجودة في

تغير الخاضعين لنظام الضريبة الجزائرية تقديداً آجال إيداع التصريحات إلى أفريل المقبل

أعلنت المديرية العامة لضرائب، في بيان لها أمس الأحد، عن تقديد آجال إيداع التصريحات الضريبية إلى أفريل المقبل بالنسبة للمكلفين بالضريبة الذين أصبحوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزائرية الوحيدة، بعد التعديلات التي أقرها قانون المالية 2022.

وجاء في البيان، "حتى يتسنى لهذه الفئة من المكلفين بالضريبة تأدية التزاماتهم الضريبية في أحسن الظروف، فقد تقرر بشكل استثنائي: تأجيل أجل إيداع التصريح الذي يقوم مقام حافظة إشعار بالدفع (سلسلة التصريح 50) الملزم اكتتابه بعنوان شهر يناير وفبراير ومارس 2022 ودفع الضرائب الموافقة، إلى غاية شهر أبريل 2022 (في أجل أقصاه اليوم العشرون (20) أي اكتتاب تصريح واحد فقط، متعلق بالفصل الأول من سنة 2022".

كما أنهت المديرية إلى علم المكلفين بالضريبة الذين أصبحوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزائرية الوحيدة بأنه سيتم تحويل ملفاتهم الجبائية إلى المصالح المخولة بتسييرها من الآن فصاعداً.

م . ق

د . ب . ج

الضريبة الجزائرية

تمديد آجال إيداع التصريحات إلى أفريل المقبل

■ إلزامية التصريح بالمداخيل العقارية في أجل 20 يوما من الشهر الذي يلي تحصيل الإيجار
■ ضريبة 7% من المائة عندما يفوق المبلغ السنوي للإيجار 600 ألف دينار

أعلنت المديرية العامة للضرائب في بيان لها، عن تمديد آجال إيداع التصريحات الضريبية إلى أفريل المقبل بالنسبة للمكلفين بالضريبة، الذي أسبغوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزائرية الوحيدة، بعد التعديلات التي أقرها قانون المالية 2022.



الجزائي في وقت سابق، حيث تنص المادة 13مكرر منه أن المكلفين بالضريبة الذين يحققون مداخيل تابعة لفئة أرباح المهن الحرة غير التجارية، يخضعون للنظام المبسط للمهن غير التجارية، وهو ما يعني أن الضريبة المفروضة على الذين يمارسون مهنة من المهن الحرة خصوصا في قطاعي العدالة والطب تقتطع من الدخل الاجمالي بنسبة تصل إلى 35 من المائة، بعد أن كانت مقدرة بـ12 من المائة.

من جهتها، دافعت المديرية العامة للضرائب في تصريحات سابقة على النظام الضريبي المتمدد، مؤكدة أنه من خلال مقارنة النظام السابق مع النظام الضريبي المبسط، تبين أن العبء الضريبي سيتخف كون الضريبة التي ستطبق على المعنيين هي الضريبة على الدخل الاجمالي، التي تحدد من خلال الفرق بين الإيرادات المحققة والمصاريف المحققة، ما يشكل الدخل الذي سيخضع للضريبة على الدخل الاجمالي وهو الأمر الذي يسمح لهم بخفض كل المصاريف.

بدوره اعتبر ممثلو المهن الحرة في بيان موحد، أن الأعباء الجبائية المفروضة في قانون المالية لسنة 2022 على المهن الحرة معقدة وثقيلة، وجاءت في ظرف اقتصادي وصرفه بـ"الصعب"، مؤكداً على أن اجتماعهم سبقه رفض كل من جميع ممثلي المهن الحرة والمعبر عنه بطرق مختلفة، مطالبين باعتماد نظام جبائي عادل ومنصف يتطابق مع خصوصية هذه المهن، ويحافظ على مداخيل الخزينة العمومية بصفة متوازنة ومتواصلة.

و15 من المائة بالنسبة للمداخيل الناتجة عن إيجار العقارات غير المبنية، و10 من المائة للمداخيل الناتجة عن إيجار العقارات غير المبنية ذات استعمال فلاحي.

وحسب البيان، تقدر النسبة المطبقة بـ7 من المائة عندما يكون المبلغ السنوي للإيجار يفوق 600 ألف دينار، مهما كانت طبيعة الإيجار المحصل، بحيث تمثل هذه الضريبة دينا ضريبيا يتم خصمه من الأرباح الضريبية النهائي للدخل الاجمالي الذي تعدد المصالح الجبائية التابع لها موطن لتكثيف الخاضع للضريبة.

وحسب البيان، يتوجب التصريح بالمداخيل العقارية في أجل أقصاه 20 يوما من الشهر الذي يلي تحصيل الإيجار، وتسييد الضريبة المستحقة لدى قباضة الضرائب التي يتواجد فيها المقار المؤجر من خلال تصريح يقوم مقام حافظة إشعار بالتسييد. "تصريح سلسلة 51".

ونظرا للموضع الصحي الذي تعرفه البلاد وفي انتظار استكمال التطبيق، يسمح لجميع المكلفين بالضريبة بتأدية التزاماتهم بالتصريح والدفع عن بعد من خلال البطاقة المشتركة للبيانات أو الذهبية، كما بإمكانهم التصريح ودفع الضريبة على الدخل الاجمالي، صنف مداخيل عقارية من مكان إقامتهم. وتعلم المديرية العامة للضرائب أن النموذج الجديد للتصريح (السلسلة 51) منشورة، وقابلة للتحميل على الموقع الإلكتروني لها. وبموجب تدابير قانون المالية 2022، تقرر اعتماد نظام ضريبي جديد بالنسبة للمهن الحرة غير التجارية التي كانت تخضع للنظام العريين

وحسب البيان، فقد تقرر بشكل استثنائي، تأجيل أجل إيداع التصريح الذي يقوم مقام حافظة إشعار بالدفع "سلسلة التصريح 50" المزمع لكتابته بعنوان أشهر جانفي وفبروري ومارس 2022 ويضع الضرائب الموافقة، إلى غاية شهر أفريل 2022 في أجل أقصاه اليوم 20 أي اكتتاب تصريح واحد فقط، متعلق بالفصل الأول من سنة 2022، وذلك حتى يتسنى لهذه الفئة من المكلفين بالضريبة تأدية التزاماتهم الضريبية في أحسن الظروف وأنتهى المديرية إلى علم المكلفين بالضريبة الذين أصبحوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزائرية الوحيد، بأنه سيتم تحويل ملفاتهم الجبائية إلى المصالح المخولة بتسييرها من الآن فصاعدا.

في سياق متصل، حددت المديرية العامة للضرائب في بيان لها، الإجراءات المتعلقة بالضريبة على الدخل الاجمالي، صنف المداخيل العقارية، حيث أكدت أن المداخيل الناتجة عن العقود العقارية المبرمة عن إيجار، آتت طابع مدني، لعقارات منية وغير مبنية، بين أطراف لفرع من الدرجة الأولى، غير خاضعة للضريبة على الدخل الاجمالي، في صنف المداخيل العقارية.

وتطبق هذه الضريبة على المداخيل العقارية في مكان تواجد المقار، بنسبة 7 من المائة بالنسبة للمداخيل المتأتية من إيجار ذي طابع سكني، مهما كانت طبيعة المقار المؤجر، (استعمال جماعي أو فردي)، و15 من المائة بالنسبة للمداخيل المتأتية من إيجار عقار ذي استعمال تجاري أو مهني، غير مزود بالأثاث أو المعدات، وكذا تلك المتأتية من الانحياز لقاعدة الشركات،

المديرية العامة للضرائب توضح:

هذه الاجراءات المتعلقة بالضريبة على المداخل العقارية

أوضحت المديرية العامة للضرائب في بيان لها أمس الأحد الاجراءات المتعلقة بالضريبة على الدخل الاجمالي، صنف المداخل العقارية.



القسم الاقتصادي

وفي هذا الإطار، أكدت المديرية العامة للضرائب أن المداخل الناتجة عن العقود العقارية المبرمة عن إيجار، ذات طابع مدني، لعقارات مبنية وغير مبنية، بين أطراف لشروع من الدرجة الأولى، "غير خاضعة للضريبة على الدخل الاجمالي، في صنف المداخل العقارية.

وتطبق هذه الضريبة على المداخل العقارية في مكان تواجد العقار، ذلك بنسبة 7 بالمائة بالنسبة للمدخل المتأثية من إيجار ذا طابع سكني مهما كانت طبيعة العقار المؤجر، أي ذات استعمال جماعي أو فردي، و15 بالمائة بالنسبة للمدخل المتأثية من إيجار عقار ذا استعمال تجاري أو مهني، غير مزود بالأثاث أو المعدات، وكذا تلك المتأثية من الإيجار لفائدة الشركات، و15 بالمائة بالنسبة للمدخل الناتجة عن إيجار العقارات غير المبنية، و10 بالمائة للمدخل الناتجة عن إيجار العقارات غير المبنية ذات استعمال فلاح.

وتقدر النسبة المطبقة ب7 بالمائة عندما يكون المبلغ السنوي للإيجار يتوق 600 الف دج، مهما كانت طبيعة الإيجار المحصل، بحيث تمثل هذه الضريبة دينا

البلاد وفي انتظار استكمال التطبيق، يسمح لجميع المكلفين بالضريبة بتأدية التزاماتهم بالتصريح والدفع عن بعد من خلال البطاقة المشتركة للمبتوك أو الذهبية، كما بإمكانهم التصريح ودفع الضريبة على الدخل الاجمالي صنف مداخل عقارية من مكان إقامتهم، يؤكد البيان.

وتعلم المديرية العامة للضرائب أن النموذج الجديد للتصريح (السلسلة 51) منشورة وقابلة للتحميل على الموقع الالكتروني لها.

ضريبيا يتم خصمه من الإخضاع الضريبي النهائي للدخل الاجمالي الذي تعده المصالح الجبائي التابع لها موطن تكليف الغاضع للضريبة.

وحسب البيان، فإنه يتوجب التصريح بالمداخل العقارية في أجل أقصاه 20 يوما من الشهر الذي يلي تحصيل الإيجار، وتسديد الضريبة المستحقة لدى قبضة الضرائب التي يتواجد فيها العقار المؤجر من خلال تصريح يقوم مقام حافظة إشعار بالتسديد (تصريح سلسلة 51). ونظرا للوضع الصحي الذي تعرفه

المديرية العامة للضرائب:

تمديد آجال إيداع التصريحات إلى أفريل المقبل

فقط، متعلق بالفصل الأول من سنة 2022. كما أنهت المديرية إلى علم المكلفين بالضريبة الذين أصبحوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزائية الوحيدة بأنها سيتم تحويل ملفاتهم الجبائية إلى المصالح المخولة بتسييرها من الآن فصاعداً.

■ نهاية:

الضريبة في أحسن الظروف، فقد تقرر بشكل استثنائي، تأجيل أجل إيداع التصريح الذي يقوم مقام حافظة إشعار بالدفع (سلسلة التصريح 50) الملزم اكتتابه بعنوان شهر جانفي وفبراير ومارس 2022 ودفع الضرائب الموافقة، إلى غاية شهر أبريل 2022 (في أجل أنصاه اليوم العشريون (20) أي اكتتاب تصريح واحد

■ أعلنت المديرية العامة للضرائب في بيان لها أمس عن تمديد آجال إيداع التصريحات الضريبة إلى أفريل المقبل بالنسبة للمكلفين بالضريبة الذي أصبحوا غير خاضعين لنظام الضريبة الجزائية الوحيدة، بمد التعديلات التي أقرها قانون المالية 2022. وجاء في البيان: "حتى يتسنى لهذه الفئة من المكلفين بالضريبة تأدية التزاماتهم




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger